

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Emploi : matérialiser les projections pour lutter contre le chômage

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

La problématique de l'emploi des jeunes préoccupe à tel point le président de la République que l'on ne compte plus les mesures qu'il a prises en vue de "mieux les former" et les rendre "financièrement indépendants". Ainsi s'est-il, une nouvelle fois, étendu sur cette question lors de son dernier discours à la Nation le 16 août dernier à la veille de la célébration du 62e anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté internationale.

Ali Bongo Ondimba souhaite que le système de formation gabonais cadre parfaitement avec les métiers et les emplois dispo-

nibles dans le pays. Dans cette perspective, au lieu de quelques centaines d'emplois, il table plutôt sur l'avènement de 100 000 auto-entrepreneurs. Sans doute conscient de ce que le Gabon est caractérisé par un faible taux d'emploi – lequel était estimé à 42,6 % en 2019 –, Ali Bongo Ondimba rappelait, le 9 avril 2021, le bien-fondé d'avoir des jeunes bien formés dans des secteurs techniques. Des secteurs à forte employabilité, où ils trouveront facilement un travail à la clé, un travail bien rémunéré, qui va leur garantir une vie décente.

Si le chef de l'État fixe le cap, à charge pour les différents pans du gouvernement de matérialiser ces projections. De sorte qu'elles ne soient pas perçues comme de simples effets d'annonce en pré-



Le siège de l'Office national de l'emploi à Libreville.

lude aux élections qui pointent à l'horizon. C'est d'ailleurs pour se démarquer des "coups de com", qu'il a personnellement supervisé le projet "un taxi, un emploi,

un avenir", en avril 2022. Permettant ainsi à 90 Gabonais de s'auto-employer.

La matérialisation des projections du président de la Répu-

blique permettra, sans conteste, d'inverser la courbe du chômage dont le taux était de 38,42 %, en 2021. Alors, que les départements ministériels concernés bougent !

Route : un petit coup de pression et des résultats

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

SA visite surprise, il y a un an, dans les principales artères de la capitale et dans les quartiers sous-intégrés avait permis au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, de mesurer l'ampleur de la dégradation des voiries du Grand Libreville. Et de tancer, une nouvelle fois, son gouvernement pour la lenteur et l'inefficacité quant à la réhabilitation de certaines voies jugées prioritaires. Le message était-il passé ? Une chose est sûre, un coup d'accélérateur a été impulsé depuis "ce coup de poing sur la table" et les chantiers de réhabilitation sont enfin visibles. Résultat : plus de 20 km de routes ont été réhabilitées depuis le début de l'année

2022 à la satisfaction du président de la République. Souhaitant absolument maintenir cette nouvelle cadence dans l'exécution des chantiers routiers, le chef de l'État a annoncé le déblocage, d'ici août 2023, d'une enveloppe supplémentaire de 50 milliards de francs. Laquelle permettra la réalisation de nouveaux tronçons aussi bien dans le Grand Libreville que dans les agglomérations de l'intérieur du pays. Ce qui devrait coïncider, avec la livraison de la voie de contournement de l'aéroport de Libreville, ainsi que la "Transgabonaise".

Une nouvelle pression mise sur les épaules du gouvernement Ossouka Raponda dont les retards récurrents dans la livraison des chantiers agace Ali Bongo Ondimba.

Mieux contrôler le coût de la vie...

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

"J'AI demandé au gouvernement d'amplifier son effort pour lutter contre la vie chère mais en ciblant davantage notre soutien de sorte que ceux qui en ont le plus besoin en bénéficient davantage", a indiqué le président de la République, lors de son allocution à la Nation le 16 août.

Des mots qui traduisent non seulement sa préoccupation face au coût élevé de la vie, mais aussi sa volonté à résoudre ce problème. Ainsi, l'État a injecté 9 milliards de francs CFA pour que les prix des produits de première nécessité n'augmentent pas. Toutefois, si les efforts consentis ont permis de bloquer certains prix, plusieurs commerçants font preuve de ruse pour continuer à maintenir leurs gains sur le dos des populations. Ce qui laisse croire que les mesures prises pour lutter contre la vie chère n'ont pas un impact considérable sur le quotidien des populations. C'est le cas des revendeurs de pain. Les détaillants, dans les quartiers, ne vendent plus de baguettes. Préférant la petite baguette qui



Le coût des produits de première nécessité (ici l'huile Cuisin'Or) est devenu une préoccupation majeure pour les ménages.

coûte 75 francs CFA. En prenant 2 petits pains, le client doit donc payer 150 francs au lieu de 125 francs, prix d'une baguette entière.

Sur le marché du poisson, les plaintes des populations se multiplient face aux prix en vigueur. Le kilo de poisson varie entre 2 500 francs et 3 500 voire 4 000 francs CFA. Au lieu de 5 sardines, 3 sardines fumées sont vendues à 500 francs. Les pêcheurs mettent en avant le coût du carburant et les différentes taxes qui leur sont imposées. Au sujet du carburant, le coût du

transport, malgré la subvention de l'État, reste une préoccupation majeure pour les usagers. Dans la capitale, les transporteurs urbains embarquent très vite les clients qui proposent de fortes mises, 1 000 francs, 1 500 francs, voire 2 000 francs. En ce qui concerne les transports suburbains, par exemple les riverains du chef-lieu du département de la Noya déboursent 20 000 francs pour un aller-retour Cocobeach-Libreville. Le gouvernement devrait être plus vigilant et mieux appliquer les mesures annoncées.

